

1. Résumé analytique

Après quinze ans de mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), la communauté internationale a convenu de lancer un nouveau programme baptisé « Agenda 2030 » en vue de façonner la politique de développement aux niveaux national, régional et mondial. Les Objectifs de développement durable (ODD), qui doivent être mis en œuvre entre 2016 et 2030, nécessiteront la participation et l'implication actives des principaux acteurs du développement, notamment les agences gouvernementales, les organisations de la société civile (OSC), les autorités locales (AL) et les citoyens. Le présent rapport se penche sur les premières étapes de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au Ghana, ainsi que sur le rôle des OSC et des AL dans ce processus.

Cette étude initiée par le Forum politique pour le développement (FPD) contribue aux efforts visant à identifier les approches nationales appuyant la mise en œuvre inclusive des ODD au Ghana. La méthodologie suivie comprend une analyse documentaire complète, une enquête et des entretiens approfondis. Dans un premier temps, la documentation relative à ce sujet a été examinée afin de définir le contexte des discussions ultérieures. Un échantillon de 100 participants composé de représentants d'organisations de la société civile, d'autorités locales, d'agences gouvernementales, du secteur privé, ainsi que de coalitions multi-parties prenantes, a été constitué pour les besoins de l'enquête afin de recueillir des opinions sur les enjeux fondamentaux des ODD. Enfin, des experts ont été engagés pour clarifier les questions soulevées lors de l'enquête.

L'une des premières conclusions de l'étude est que l'environnement économique et politique du Ghana est propice à la mise en œuvre des ODD. Les principes démocratiques actuels du Ghana figurent parmi les meilleurs d'Afrique. Par ailleurs, le pays a élaboré et mis en œuvre divers plans de développement depuis 1957, année de son indépendance politique. Bien qu'il ait été confronté à de nombreuses difficultés économiques, le Ghana a acquis le statut de pays à revenu moyen inférieur en 2007 et demeure l'une des économies les plus performantes du continent africain.

Parallèlement, en plus d'être activement impliqué dans les différents engagements au niveau international pour réfléchir

à la formulation des ODD, le Ghana a réorienté certaines cibles de son programme national de développement pour qu'elles soient conformes à ces objectifs. Son plan de développement actuel prenant fin en 2017, le Ghana commencera à mettre en œuvre un nouveau plan étalé sur 40 ans en 2018. Des efforts ont également été consentis pour synchroniser les objectifs de ce plan avec les cibles des ODD¹.

Néanmoins, la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au Ghana se heurte à un certain nombre de difficultés initiales qui doivent être prises en compte :

1. Le Ghana doit se montrer à la hauteur de son statut de pays à revenu moyen inférieur en stimulant les secteurs productifs de l'économie afin de générer les revenus nécessaires. Il doit adopter des stratégies de croissance et de développement robustes et ambitieuses pour attirer les Investissements directs étrangers attendus (IDE).
2. Le développement économique, l'inclusion sociale et la gestion environnementale sont mis sur un pied d'égalité dans le cadre de la portée élargie des ODD. Or, cela nécessitera des efforts supplémentaires de la part du Ghana, compte tenu des ressources humaines et financières nécessaires pour les atteindre.
3. Le gouvernement doit faire preuve de leadership et d'engagement en faveur de la mise en œuvre des ODD en jouant un rôle actif, notamment en assurant une coordination adéquate et en mobilisant les ressources financières nécessaires à une mise en œuvre effective des ODD.
4. Des partenariats inclusifs impliquant, entre autres, les OSC, les AL et le secteur privé doivent être constitués et coordonnés de manière appropriée pour garantir que l'ensemble des acteurs contribuent efficacement à leur secteur respectif de manière complémentaire et renforcée et non pas contradictoire.

1 CNPD (2015b)

La présente étude s'intéresse au rôle joué par les OSC et les AL pendant la mise en œuvre des OMD et, plus particulièrement, pendant ces premiers mois de mise en œuvre des ODD.

Malgré un certain nombre d'importantes difficultés, telles que le manque de financement et de capital humain approprié, les OSC ont joué un rôle capital dans la mise en œuvre des OMD au Ghana. Si les OSC fortes possédant de meilleures références pour attirer les financements des bailleurs de fonds ont été plus visibles, les OSC plus faibles, et majoritaires, ont elles aussi contribué à faire en sorte que le Ghana réussisse à atteindre les OMD. Un pas a déjà été posé dans la bonne direction avec la mise en place par gouvernement, via la Commission nationale de planification du développement (CNPD), d'une plate-forme d'OSC pour les ODD, le but premier étant de créer des opportunités de collaboration effective avec ces organisations afin de garantir leur participation active à la mise en œuvre des ODD.

La situation est quelque peu différente dans le cas des AL, qui ont des mandats et des domaines d'intervention différents et qui, généralement, ne travaillent pas ensemble de façon coordonnée. Les autorités locales ont participé activement à la mise en œuvre des OMD et l'ANALG a déjà entrepris plusieurs actions de coordination et de formation pour sensibiliser les acteurs concernés aux ODD et faciliter les engagements multi-parties prenantes au niveau local. Alors qu'elles se considèrent elles-mêmes comme un groupe et travaillent ensemble pour atteindre un ensemble commun d'objectifs, il semble y avoir un manque d'incitations pour développer des approches plus cohésives favorisant l'action conjointe. Cette tendance a pu être observée durant ces premiers mois de débat sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Enfin, s'il semble un peu tôt pour espérer des résultats tangibles douze mois après le début de la mise en œuvre des ODD, une feuille de route précisant la marche à suivre pour atteindre les résultats escomptés doit néanmoins être mise en place par les principales institutions de l'État pour susciter l'intérêt du grand public. Cette étude formule un certain nombre de recommandations à l'attention des différentes parties prenantes ayant une influence dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030, du

gouvernement national aux partenaires du développement. Elles couvrent un large éventail d'aspects, notamment : a) la promotion d'un leadership fort et d'un engagement en faveur de la mise en œuvre des ODD en appliquant les politiques et plans élaborés et l'allocation de ressources en temps opportun, b) l'adoption de nouvelles lois/politiques/stratégies cohérentes, qui s'avèrent nécessaires pour aligner les plans de développement du Ghana sur les ODD et l'Agenda 2063 de l'UA, c) l'action commune afin d'encourager les partenariats inclusifs avec les OSC et les AL pour la mise en œuvre et le suivi des ODD, d) le renforcement des capacités des différentes parties prenantes pour qu'elles puissent contribuer efficacement à la mise en œuvre des ODD et au plaidoyer en la matière, et e) l'autonomisation des groupes les plus vulnérables et marginalisés dans le cadre de la mise en œuvre des ODD.